LADEPECHE.fr

Marignac. Crise chez les pompiers : dialogue amorcé

Les échanges ont duré plus de deux heures, se terminant de manière plutôt positive./ C.T

Publié le 26/09/2019

La porte s'est ouverte sur le dialogue lundi soir à la mairie de Marignac où les élus de l'ancien canton des vallées de Saint-Béat pouvaient échanger avec des représentants du SDIS et la sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Gaudens. Tous étaient réunis pour évoquer ensemble la situation de crise qui dure chez les pompiers du centre de secours de Saint-Béat-Marignac dont le fonctionnement soulève l'inquiétude des maires du territoire (voir notre édition du 10 septembre). Patrice Rival, conseiller départemental et maire de Saint-Pé-d'Ardet, a lancé le débat, excusant l'absence de la présidente du SDIS de la Haute-Garonne, Émilienne Poumirol, laquelle devait représenter le président du Conseil départemental Georges Méric. «Mes collègues et moi ne sommes pas là pour juger ni préjuger de l'enquête administrative réalisée. Notre souci c'est la sécurité de nos administrés…», a-t-il indiqué. Dans un mot de bienvenue «musclé», le maire de Marignac André Pallas a laissé la parole à Marie-Paule Deminguel, la sous-préfète, dont le message du préfet adressé aux élus était : «le risque des populations doit être couvert ; la sécurité ne doit pas être dégradée».

Ressenti et réalité des chiffres

Laquelle a fait remarquer : «il y a du ressenti et de la fragilité d'une part, et la réalité des chiffres du SDIS d'autre part. Il faut sortir de cette crise qui doit servir pour l'avenir». Rappelant que le rôle du SDIS portait sur le secours à la population, contrôleur général et directeur du SDIS 31, Sébastien Vergé a fait un bref historique de la situation, depuis la remontée de dysfonctionnements récurrents au sein du centre de secours de Saint-Béat-Marignac, à l'enquête administrative. «Notre démarche s'est voulue complète et dans l'écoute, dans l'amélioration et pas la sanction…, mais on s'est retrouvé avec 19 désengagements….», a-t-il précisé, et souligné que si la caserne de Marignac, confiée à Jean-Jacques Albert, chef de centre par intérim, fonctionne aujourd'hui avec 13 pompiers, les astreintes des centres alentour ont été renforcées. Les élus du territoire ont ainsi eu l'occasion de se faire entendre, martelant pour certains que la «vraie problématique» n'était pas traitée !

Pas totalement convaincus, ils semblaient toutefois satisfaits que le dialogue puisse enfin s'ouvrir. «Il faut avancer, mais je ne continuerai pas mon mandat dans l'incertitude», faisait savoir Francis Dejuan, le maire de Fos, prêt à démissionner faute d'un retour à la normale du fonctionnement de la caserne. «Il faut que chacun puisse se remettre en cause, c'est une preuve d'intelligence», finit par dire la sous-préfète. «Je propose une réunion sous un mois. Je ne viendrais pas dans un tribunal mais pour du dialogue, dans un état d'esprit propre aux valeurs que nous représentons et dans une démarche d'accompagnement», a conclu Sébastien Vergé. L'espoir de tout le monde au soir de cette réunion était de voir réintégrer les 19 sapeurs-pompiers désengagés dans une caserne récemment construite qui faisait la fierté des hommes du feu et des administrés…

Claude Pozzerle, chef de centre : «Cela fait 15 ans que ça dure !»

Claude Pozzerle, chef de centre de la caserne des pompiers de Saint-Béat-Marignac depuis 2014, était présent à la réunion. Ce dernier, qui à maintes reprises a alerté sa hiérarchie, a indiqué : «Ma position est ne pas mettre d'huile sur le feu, mais la question aujourd'hui est de savoir si demain on revient, dans quelles conditions ? Cela fait 15 ans que ça dure !

C'est la 3e enquête que ces pompiers subissent avec toujours les mêmes conclusions ! Ils s'épuisent… Ce soir, la discussion semble vouloir s'améliorer et laisse présager je l'espère, une avancée par rapport à cette situation de blocage».

LaDepeche.fr